

**Intervention de Jean-Noël Tronc (prononcé)**

25 janvier 2023, Cannes

***Animateur : merci Jean-Noël d'être avec nous directeur général du CNED l'expérience des grandes transformations dès 1997 on a constaté que la France était à la traîne des pays pour les équipements informatiques vous avez accompagné le Premier ministre de l'époque Lionel Jospin sur ces sujets numériques de souveraineté vous les connaissez. 5 ans chez orange, nous nous sommes connus d'ailleurs et puis 10 ans à la SACEM le contexte de digitalisation des organismes de formation qu'on évoquait tout à l'heure on en parlera avec vous.***

***Ces transitions numériques et ces transitions digitales sont évoquées dans votre plaidoyer pour la souveraineté européenne, votre livre paru aux éditions du Seuil ; je vais citer un passage de ce que vous avez dit : « un livre de l'Européen convaincu et même passionné que je suis qui est aussi le citoyen inquiet d'un continent presque seul désormais a porté fermement les valeurs de démocratie de raison et tolérance quand dans la plupart des autres parties du monde la dérive autoritaire et populiste semble s'accélérer ». Tout ça est lié évidemment avec le digital et le numérique on peut faire une analogie je parlais tout à l'heure de votre expérience au gouvernement avec Lionel Jospin avec ce qui s'est passé dans les années 90 sur l'informatique et les enjeux mondiaux du numérique qu'on vit aujourd'hui un vrai défi pour les compétences.***

Jean-Noël TRONC

Merci d'abord de cette invitation. Vous m'avez demandé de faire le « grand témoin », mais il ne s'agit pas de faire l'ancien combattant ! Effectivement, pour avoir passé les 15 premières années de ma carrière dans le numérique, les télécoms et l'informatique et puis les 13 années suivantes dans les industries culturelles je suis assez frappé de voir comment dans notre pays et plus largement notre continent ont souvent des moments de rattrapage voire même d'accélération mais qui ont débouché aussi dans certains cas sur des échecs. Je pense que la question du positionnement de l'Europe dans les technologies et notamment les technologies de l'information en sont un assez bon exemple hélas.

Vous m'avez demandé, en préparant cette intervention, de voir à travers mon expérience entre 1997 et 2002, lorsque l'on a créé une politique publique pour combler le retard français dans le numérique, les analogies possibles avec ce qui se passe aujourd'hui pour la transition écologique et la biodiversité. J'en profite pour dire, dans la suite du film de l'Ademe que l'on vient de nous projeter, mon admiration pour le travail de l'Ademe qui est partenaire de la plateforme de formation au climat que nous venons de lancer au Cned.

Un rappel, d'abord, sur la situation en 1997, qui parlera à une partie de la salle : la France a à l'époque le plus bas taux d'équipement des foyers mais aussi des entreprises ou des collectivités locales en ordinateurs. La France, comme tous les pays développés, connaît une énorme pénurie de compétences dans les métiers de l'informatique en particulier et du numérique en général. Pendant cinq ans d'ailleurs on vivra une espèce de surenchère européenne avec des visas donnés par les Allemands pour faire venir des informaticiens d'Inde ou du Canada. La France en 1997 c'est un pays qui est par ailleurs à l'avant-garde technologique sur de nombreux points : c'est le pays qui a inventé la carte à puce et dont les réseaux de téléphonie fixe ont été numérisés dès le début des années 80, et puis c'est le Minitel qui est devenu en 1997 un piège qui est en train de se refermer sur nous puisque la France a

pris à peu près deux ans de retard face à l'émergence d'Internet sur le reste des pays développés, à cause de l'effet Minitel.

Face à cette situation, qu'est-ce que nous avons fait avec le gouvernement de Lionel Jospin ? D'abord je rappelle que nous sommes arrivés un peu par effraction parce qu'il y avait une dissolution surprise et que l'issue de cette dissolution n'était pas celle prévue par son auteur. Un nouveau gouvernement dit « de la majorité plurielle » se met en place et se crée auprès du Premier ministre un poste nouveau, celui que j'occupe : « conseiller pour la société de l'information ». « Société de l'information » voulant dire à l'époque les conséquences de l'informatisation générale de la société dans toutes ces dimensions aussi bien économiques et culturelles que sociales ou politiques.

Nous avons agi dans trois directions, tout de suite : l'organisation du gouvernement autour du numérique, sans ministre en charge du sujet mais avec un correspondant dans chaque cabinet ministériel et dans chaque administration de l'État. Avec des comités interministériels tous les ans et un programme d'action gouvernemental pour la société de l'information et suivi régulier de toutes les mesures prises. Mais tout cela avec une impulsion politique extrêmement forte donnée par le Premier ministre lui-même le 25 août 1997 dans un discours jugé à l'époque comme un tournant, baptisé depuis « le discours d'Hourtin », lieu où il a été prononcé, et consacré à l'entrée de la France dans la société de la formation.

Sur le moment le discours provoque un véritable électrochoc avec là, je pense, une clé de succès supplémentaire : nous avons obtenu un vrai consensus politique au lendemain du discours de Lionel Jospin ; les plus beaux commentaires dans la presse viennent alors de parlementaire de droite. Je pense par exemple à mon ami le regretté sénateur Pierre Laffitte, l'inventeur de Sophia Antipolis, ou à André Santini, maire d'Issy-les-Moulineaux. Beaucoup de parlementaires qui, à l'époque, étaient dans la toute petite minorité à dire « il faut absolument bouger » et ce n'était pas facile parce que le Minitel était une vache à lait pour beaucoup d'acteurs, notamment France Télécom.

***Animateur : si on revient à aujourd'hui vous m'avez dit Jean-Noël qu'on est dans une rupture civilisationnelle et que ce que nous vivons aujourd'hui en miroir à ce que vous avez vécu dans les années 90. De fait les résultats ont été considérables ?***

Jean-Noël Tronc

Oui et non. Un constat : en réalité, comme on le voit dans le numérique et comme on l'a vu pendant les deux ans du Covid beaucoup de choses ne sont pas réglées. La fracture numérique même en France qui a pourtant parmi les meilleurs réseaux du monde maintenant en termes de haut débit, reste forte même si le covid a accéléré les choses.

Mais pour l'essentiel, oui, et je pense qu'il y a des points communs et des différences de méthode entre ce qui est en train de se faire avec la création du secrétariat général à la planification écologique, qui est au fond la même méthode d'un pilotage depuis Matignon comme gage d'efficacité. Je prends l'exemple de deux mesures que nous avons prises dans des domaines où il faut que l'Etat donne l'exemple : nous avons à l'époque créé ce qu'on appelle aujourd'hui la DINUM et l'ANSSI en se disant que l'administration électronique serait un moyen pour l'Etat de prêcher par l'exemple.

De plus, il faut l'impulsion, même contre une partie des acteurs. En 1997 il y avait 8 millions de foyers français qui utilisaient la télématique, avec des dizaines de milliers d'emplois en France directs ou indirects dans ces secteurs. En face, il y avait 200 000 internautes et 0 modèle économique pour l'internet. Il a fallu que nous disions aux secteurs concernés que c'était fini. Cela a été assez violent et donc il a fallu une décision politique forte.

Un dernier exemple sur le plan des transitions imposées : je m'honore d'être le père de Pix qui à l'époque s'appelait le brevet informatique et internet. Comment ai-je convaincu à l'époque ? D'abord en parlant, y compris au Premier ministre, de mes difficultés à faire prendre des décisions en réunions interministérielles avec des gens beaucoup plus compétents, expérimentés, et souvent diplômés que moi, mais qui n'avaient en général reçu aucune formation en numérique ni aucune formation informatique. On sortait alors d'une école de commerce ou de Sciences Po sans aucune formation sur ces sujets, ou avec des approches complètement théoriques sur la programmation. C'est pour ça qu'on a voulu le B2i et ma vision du B2i à l'époque c'était d'abord pour répondre à des besoins urgents pour l'emploi et pour la professionnalisation, pour les reconversions, en plus de toute la population scolaire.

En ce qui concerne les vraies différences par rapport à la situation actuelle j'en verrais au moins une essentielle : le monde de 1997-2002 est un monde optimiste, c'est la fin de la guerre froide et le monde de la croyance dans le progrès scientifique ; c'est le monde d'un espoir au fond qu'on va vers un progrès général de l'humanité et que génération en génération l'éducation et l'information vont tirer tout le monde vers le haut. Ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Avant notre table ronde vous en avez entendu une intervenante évoquer un monde de « l'effondrement généralisé ». C'est un monde des fausses informations et de la prise d'assaut du Capitole, de l'effondrement des institutions au Brésil. Je prends un chiffre qui m'a frappé : en 2017, une étude a été réalisée en France sur le complotisme et il y a quand même 9 % des Français qui croient - je cite – « possible que la terre soit plate et non pas ronde comme on nous le dit depuis l'école ». Evidemment cela peut nous faire rire ; mais au pays des Lumières, au pays de Jules Verne, quand des navigateurs ont fait le tour du monde, c'est accablant.

Donc dans ce monde dans lequel non seulement le progrès scientifique et le progrès économique et social, mais aussi tout simplement la démocratie ne sont plus des garanties, quels sont les leviers face aux transitions indispensables ? Au cours des trois dernières années nous avons tous vécu trois traumatismes : la crise de la Covid et je pense que le plus grand danger pour nous serait de se dire que c'est une simple parenthèse à oublier. Deuxième traumatisme : on est en train de se rendre compte qu'il y a un risque sur l'avenir même de l'humanité. Je recommande la lecture du livre de Toby Ord de 2020 qui s'appelle *The precipice*. L'ouvrage recense tous les scénarios de destruction de l'humanité. Et puis évidemment troisième traumatisme, la guerre classique est revenue sur le continent européen y compris avec un risque de conflit nucléaire qui n'apparaît plus comme du domaine de la science-fiction.

Comment faire pour encourager les jeunes générations à continuer à croire en l'avenir ? Je recommande de lire l'étude de la fondation « Notre avenir à tous » sur les adolescents face au monde et l'étude de leur mal-être, qui montre qu'il y a aujourd'hui un vrai manque de croyance dans le futur.

Je vais terminer cette intervention en revenant sur notre rôle à nous, acteurs de la formation, qui est central dans ce contexte très différent de celui de la fin des années 90. C'est d'abord de ne pas s'enfermer dans une illusion qui serait que le covid était une parenthèse. Prenons l'exemple du modèle technique ou technologique de la formation continue : tout le monde revient au présentiel, comme si rien n'avait changé. Je vous recommande l'analyse de Jacques Attali dans son « Histoires et avenir l'éducation » avec des S à histoire et à avenir. Jacques Attali résume très bien ce qui s'est passé avec le covid : 90% des enfants qui ont interrompu leurs études ont régressé. Le sommet de l'ONU de l'automne sur l'éducation a ainsi été l'occasion de montrer que dans certains pays on a perdu une génération entière de progrès. La France a été largement préservée grâce à la volonté de garder l'école ouverte et grâce à les acteurs comme le Cned qui du jour au lendemain ont pu mettre la totalité de leur contenu pédagogique sur des plateformes grand public, ouvertes, que des millions de parents d'élèves et d'enseignants ont pu utiliser.

En même temps il y a un milliard d'enfants qui ont découvert l'enseignement à distance et des milliards de personnes qui ont découvert qu'on pouvait se former à distance qu'on pouvait travailler à distance et que finalement le télétravail présentait aussi des avantages. Cela devrait nous inciter tous à avancer les yeux ouverts, acteurs du présentiel et du distanciel, en se disant qu'il faut se réinventer, hybrider nos modèles d'éducation et de formation. Pour un acteur comme le Cned typiquement nous sommes aussi face à une nécessité de développer plus de proximité avec l'apprenant.

Pour finir, je voudrais citer l'introduction du livre de Toby Orb. Il n'a pas été traduit donc je vais vous lire la phrase en anglais : « *If all goes well in the next twenty years human history is just beginning* », « si tout va bien dans les 20 prochaines années l'histoire de l'humanité ne fait que commencer ». Evidemment, tout est dans le si ! Et c'est nous, nous les acteurs de l'éducation et la formation qui pourront permettre d'éviter qu'il n'y ait pas d'acceptabilité face aux changements inévitables et urgents, dont ceux de la transition écologique qui vont demander beaucoup d'efforts.

***Animateur : anticiper, faire de la pédagogie : on en parle avec vous. Je reviens Jean-Noël Tronc sur ces formidables transitions et évolution en termes numériques, en termes digital. On parle de souveraineté et vous aimez à dire qu'il y a un enjeu de souveraineté globale ?***

Vous avez cité l'introduction de mon livre, qui a été traduit en anglais l'été dernier et dont j'ai du coup réécrit l'introduction par rapport à sa version de 2019, date de publication en français. La question de la souveraineté, après l'attaque globale contre Ukraine, devient critique. Ce livre raconte 20 ans d'expérience de combats européens qui sont souvent des échecs, par exemple pour l'industrie des télécoms et les technologies en général. Aujourd'hui le consommateur français se réjouit d'utiliser une plateforme comme Netflix mais l'essentiel de la valeur part aux États-Unis ou en Asie où se trouvent services et fabrication des matériels. Les combats qui ont été menés à Bruxelles lors de la directive dite droit d'auteur en 2019 ont été assez exemplaires d'une forme d'aveuglement européen.

En même temps, après la crise de la Covid et la guerre, les Européens se sont réveillés et désormais « souveraineté » n'est plus un gros mot. Mais je voudrais revenir au sujet de cette table ronde et de notre Université de la formation professionnelle : en tant que nouveau patron du Cned je suis impressionné de voir ce que le Cned est devenu en 10 ans en terme de transition numérique, c'est-à-dire aujourd'hui le plus gros acteur français dans les Edtech. Un acteur à la fois de solidarité avec, sur les 132 000 inscrits en formation, 47 000 adultes qui sont en reconversion, qui est aussi un acteur de la formation distancielle numérique. (...)

En deux ans nos inscrits eux-mêmes ont changé : on va voir du mal à demander à un demandeur d'emploi de faire 80 km pour aller se former, il va falloir des offres distancielles. (...) Pour la transition écologique il faut former tout le monde tout de suite. Je prends un exemple : le BTP, où il y a un million de personnes à former, un secteur dans lequel une partie des gestes techniques que l'artisan demande à son apprenti de répliquer sont les mauvais gestes techniques, du point de vue de l'isolation ou de la performance écologique. Vous pouvez avoir bénéficié de MaPrimeRénov mais en fait le bilan carbone de votre pavillon, rénové avec de l'argent du contribuable, ne change rien : il reste une « passoire thermique ». Comment faire ? C'est évident : il faut rapidement mettre en place des dispositifs hybrides distanciel/présentiel, ce que nous nous expérimentons au Cned en coopération avec des CFA.

C'est le modèle dans lequel il va falloir faire de la réalité virtuelle ou au moins de la réalité augmentée pour pouvoir simuler des gestes techniques. Dans une bonne partie des secteurs professionnels on n'aura pas le temps d'envoyer des dizaines ou des centaines de milliers de collaborateurs pour aller se former pendant des jours ou pendant des semaines. (...) C'est le problème des ateliers sur la transition écologique énergétique. J'ai beaucoup apprécié mon expérience d'une Fresque du climat mais j'ai

constaté le problème de pénurie des formateurs et si la qualité des formateurs et la transition écologique se dégrade on va avoir en plus un problème de crédibilité.

Pour revenir à la souveraineté, le Cned est un acteur de souveraineté, comme d'autres opérateurs qui sont dans la salle. Il faut être attentif à ce qui va se passer dans les cinq prochaines années (...). Il faut que nous coconstruisons une stratégie technologique de formation à distance avec des dispositifs comme France 2030. Là-aussi d'ailleurs, une comparaison : ce type de dispositif public n'existait pas à mon époque à Matignon. J'aurais beaucoup aimé disposer alors d'un SGPI, ce type de dispositif nous aurait sans doute fait gagner du temps pour la transition numérique de la France.

Mais il faut aussi se concentrer sur la question de l'acceptabilité des transitions et des efforts demandés. Celle-ci risque d'aller dans un sens proportionnellement inverse à l'exigence de faire le tournant très vite. Si vous regardez les scénarios de l'Ademe, on voit qu'il y a des chemins du possible mais enfin plus on attend plus plus il va être compliqué d'expliquer qu'il n'y aura pas en fait des changements tellement profonds dans nos modes de vie qu'il y aura un risque très fort de manque d'acceptabilité. (...). Je reviens aux scénarios que Jacques Attali décrit dans son livre avec là aussi un risque d'acceptabilité pour nos concitoyens et la nécessité de garder l'humain, en l'occurrence, l'enseignant, avec la proximité et la solidarité, c'est à dire aussi dans des démarches de service public.

En matière de formation il faut être vigilant face au risque de perte de souveraineté, notamment technologique. Je pense à une plateforme en ligne pour l'accès à l'enseignement supérieur comme Coursera. Il y a 10 ans, Coursera, initiative américaine, était une simple plateforme pour que les étudiants puissent trouver les cours moocs de leur université. Aujourd'hui beaucoup d'étudiants vont d'abord sur Coursera chercher un cours, souvent payant, ce qui crée les conditions d'une concurrence mondiale entre offre universitaire. Il faudrait éviter que se passe dans l'enseignement supérieur ce que nous avons vécu dans les industries culturelles pendant 10 ans ou la plupart des grandes plateformes de musique ou de vidéos sont devenues extra-européennes ce qui pose un problème massif de souveraineté et de création de valeur et d'emploi dans notre continent.

***Animateur : Les points à retenir en 30 secondes on va commencer avec vous Jean-Noël et peut-être allez-vous aborder ce que vous faites au Cned avec cette plateforme de formation au climat ?***

Oui, nous voulons participer à l'effort collectif en tant qu'acteur de service public avec un comité scientifique de meilleur niveau, avec des auteurs du GIEC, pour mettre à des dispositions de tous les Français d'ici l'été une plateforme grand public avec un contenu pédagogique d'une dizaine d'heures, pas simplement de sensibilisation mais aussi de formation à la transition écologique, y compris avec les chemins des possibles pour répondre à l'éco-anxiété, pour expliquer qu'on peut chacun agir. Je prends cet exemple parce que le Cned étant un acteur clé de la formation professionnelle avec 47 000 adultes en reconversion nous voulons aussi aider à l'hybridation de modèle en termes de modèle de formation.